

Auteur : Danemark

Commission : Sommet de l'UE sur les Alternatives aux Routes de la Soie

Problématique : "From Europe to ASIA Madrid Summit 2024 : quelles voies d'interconnexions avec l'Asie (fret, passagers, numérique) ?"

Le Danemark est membre de l'Union européenne depuis 1973, ainsi que de l'espace Schengen. Nous avons choisi de maintenir notre propre monnaie en refusant l'adoption de l'euro. Le régime de notre pays est une monarchie constitutionnelle et parlementaire avec à sa tête le roi Frederik X, qui a succédé à sa mère, la reine Margrethe II, le 13 janvier 2024. Le gouvernement, donc le pouvoir exécutif, est dirigé par Mette Frederiksen, première ministre depuis 2019 et dirigeante du parti social-démocrate, mais le gouvernement est en réalité issu d'une coalition entre les socio-démocrates et le centre droit (libéraux et modérés). Réputé pour son faible niveau de corruption, le système politique danois repose sur une culture de "confiance mutuelle", garantissant un environnement sécurisé avec des taux de criminalité très bas. Avec l'un des PIB par habitant parmi les plus élevés au monde, le pays s'engage à maintenir un niveau de vie élevé pour tous ses citoyens. Le commerce avec nos partenaires de l'UE représente 52 % de nos exportations, ce qui montre que le pays est pleinement intégré à l'économie communautaire. La Chine est toutefois aussi un partenaire commercial très important. Notre contribution nette au budget de l'UE permet de soutenir divers programmes et projets à travers l'Union, notamment dans la construction d'infrastructures.

Si nous envisageons de proposer des alternatives au projet des Nouvelles Routes de la Soie mené par la Chine, c'est pour développer de nouvelles connexions numériques, de fret et de passagers, dans le but d'éviter que la Chine n'acquière un contrôle excessif sur les échanges en Europe. Le pouvoir accru de la Chine dans ces échanges pourrait rapidement supplanter nos entreprises danoises et, plus généralement, européennes, mettant ainsi en péril notre économie. Nous cherchons à tout prix à éviter une dépendance économique de notre pays et de l'UE trop forte envers la Chine, car celle-ci pourrait alors, à terme, exercer une influence politique trop importante et compromettre notre souveraineté nationale. En cas de conflit, la Chine aurait un contrôle total sur nos décisions, car elle pourrait bloquer les échanges commerciaux, nous laissant sans recours.

Le Danemark a dans un premier temps exprimé un certain intérêt à l'Initiative Belt and Road chinoise (la nouvelle Routes de la soie), afin de profiter des opportunités économiques et commerciales liées à ce projet. Cependant, il a tout de même souligné l'importance de garantir la transparence, la durabilité et le respect des normes internationales (telles que les normes environnementales, les droits de l'homme et la transparence financière) dans tous les projets. C'est pourquoi, à cause de notre préoccupation quant au non-respect de ces normes et au risque de dépendance vis-à-vis du géant chinois, le Danemark a finalement refusé de participer à ce programme, à l'instar des autres pays de l'UE.

Pour contrer le projet chinois, l'Europe a prévu, grâce au projet "Global Gateway", de mobiliser 300 milliards d'euros de fonds publics et privés d'ici 2027 pour développer des infrastructures hors de l'Union européenne. Elle pense venir en aide aux pays voisins de l'UE, tels que ceux des Balkans, mais aussi en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie, afin de financer des programmes déjà existants ou en ouvrant d'autres de nouveaux. En plus de ces

programmes déjà existants, le Danemark voudrait proposer à l'Union européenne de financer de nouveaux projets tel que le soutien aux grandes compagnies de transport maritimes de l'Union, comme notre compagnie nationale Maersk, qui reste le numéro un mondial du fret maritime, face à la concurrence des entreprises chinoises, afin de prendre le contrôle de ports mondiaux comme l'a déjà fait récemment la Chine. Nous avons aussi réfléchi à de possible plans comme la constructions de nouveaux gazoducs et oléoducs reliant l'Algérie, la Libye ou la Caspienne et l'Europe, ainsi que de nouvelles voies ferrés et autoroutières pouvant servir au commerce international partant de plusieurs pays de l'Europe et joignant la Turquie, la Georgie, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, voire l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde, et enfin l'Asie du Sud-Est (le Myanmar -Birmanie-, la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Vietnam) afin de pouvoir renforcer nos liens économiques avec ces pays asiatiques qui pourraient nous fournir des produits industriels à bas coût, tout en contournant la Chine pour briser ainsi son monopole dans la région et leur offrir des possibilités pour étendre leur commerce vers l'Europe, qui reste le premier marché solvable du monde.

Le Danemark, faisant partie de l'union européenne et ayant pour but de s'opposer aux routes de la soie chinoises, s'engage à participer à tous ces projets à la hauteur de sa taille et tout en respectant l'équilibre budgétaire accordé lors du traité de Maastricht.